



PRÉFET DE LA MOSELLE

Préfecture
Direction de la Coordination
et de l'Appui Territorial

ARRÊTÉ

N° 2018-DCAT-BEPE- 183 du 06 AOUT 2018

Mettant en demeure la société SCHOTT VTF à TROISFONTAINES

LE PREFET DE LA MOSELLE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

VU le livre V du Code de l'Environnement ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté DCL-2018-A-16 du 10 avril 2018 portant délégation de signature en faveur de M. Olivier DELCAYROU, Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2001-AG/2-311 du 18 septembre 2001 autorisant SCHOTT VTF à poursuivre l'exploitation de son usine de transformation du verre à TROISFONTAINES ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012-DLP/BUPE-170 du 8 février 2012 prescrivant des dispositions particulières relatives à la contamination aux solvants chlorés des eaux souterraines au droit du site de la société SCHOTT VTF - TROISFONTAINES ;

VU les différentes études réalisées pour caractériser la pollution des sols et des eaux souterraines au droit du site de la société SCHOTT VTF ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 12 juillet 2018 ;

CONSIDERANT que les investigations réalisées sur le site ont confirmé une contamination des sols et des eaux souterraines aux solvants chlorés, aux hydrocarbures et aux métaux lourds au droit du site ;

CONSIDERANT que les investigations réalisées hors du site ont mis en évidence une pollution des eaux souterraines et superficielles aux solvants chlorés ;

CONSIDERANT que ces différentes investigations n'ont pas permis de délimiter finement l'étendue des pollutions comme cela est demandé par l'arrêté préfectoral n° 2012-DLP/BUPE-170 ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas justifié de la suffisance du réseau de surveillance des eaux souterraines comme cela est demandé par l'arrêté préfectoral n° 2012-DLP/BUPE-170 ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas transmis dans les délais impartis, le bilan quadriennal des résultats de la surveillance des eaux souterraines et superficielles, demandé par l'arrêté préfectoral n° 2012-DLP/BUPE-170 ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas transmis dans les délais impartis, les propositions de mesures de gestion des pollutions permettant de garantir que les impacts sont maîtrisés et acceptables pour les populations et l'environnement, demandées par l'arrêté préfectoral n° 2012-DLP/BUPE-170 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de département de la Moselle,

A R R E T E

Article 1^{er}

La société SCHOTT VTF est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 2, 3-1, 3-3 et 4-1 de l'arrêté préfectoral n° 2012-DLP/BUPE-170 sous un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 –

En cas d'inobservation des prescriptions fixées à l'article 1^{er}, il pourra être fait application des sanctions administratives et /ou pénales prévues par le titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 3 -

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vertu de l'article L514-6 du code de l'environnement, cette décision peut être soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative (Tribunal Administratif de STRASBOURG) par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Moselle, l'inspecteur des installations classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Grand Est et tous agents de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la Société SCHOTT VTF.

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, au maire de TROIS-FONTAINES et à la Sous-Préfète de Sarrebourg-Château-Salins.

Metz, le

06 AOUT 2018

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général



Olivier DELCAYROU

